DEPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS LOUDUNAIS

Décision n° 3981

Nomenclature n° 7.1

OBJET : Encaissement remboursement SMACL Assurances – sinistre matériel volé service espaces verts de la Communauté de communes

Le Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais :

VU

- l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération N° 2020-4-1 du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Joël DAZAS en qualité de Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais ;
- la délibération n° 2020-5-3 du 22 juillet 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire au Président pour prendre toute décision concernant la passation des contrats d'assurance, tout acte d'exécution et accepter les indemnités de sinistres y afférentes

CONSIDÉRANT le sinistre survenu le 18 septembre 2024 aux ateliers techniques de la Communauté de communes : vol d'un véhicule Peugeot Boxer n° DF-118-FC affecté au service espaces verts, véhicule contenant du matériel d'entretien des espaces verts, outils et équipements divers.

CONSIDÉRANT le rapport d'expertise établi

DECIDE

ARTICLE 1 :

La Communauté de communes du Pays Loudunais a reçu le 25 février 2025 de la compagnie d'assurance SMACL, la somme de 5 000 € par virement correspondant à l'indemnité due en application de la garantie « dommages aux marchandises et matériels transportés » du contrat flotte automobile suite au vol d'un véhicule survenu le 18 septembre 2024.

La somme versée correspond seulement au remboursement du matériel d'entretien, outils et équipements divers qui étaient à l'intérieur du véhicule.

ARTICLE 2 :

Il convient d'accepter le remboursement émis par virement d'un montant de 5 000 €.

ARTICLE 3 :

La recette sera inscrite en section de fonctionnement du budget principal de la Communauté de communes du Pays Loudunais.

ARTICLE 4 :

Les services de la Communauté de communes du Pays Loudunais sont chargés de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte à la prochaine séance du conseil communautaire.

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

Acte rendu exécutoire après
transmission en Sous-Préfecture
le 28 février 2025
et publication le 28 février 2025

Notifié le
à

Accusé de réception en préfecture
086-24860447-20250228-3981-AU
Date de télétransmission : 28/02/2025
Date de réception préfecture : 28/02/2025

ARTICLE 5 :

Conformément aux articles R 421-1 à R 421-7 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou sa publication.

FAIT A LOUDUN, le 28 février 2025

Le Président,
Joël DAZAS

SIGNÉ

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

Acte rendu exécutoire après
transmission en Sous-Préfecture
le 28 février 2025

et publication le 28 février 2025

Notifié le

à

Accusé de réception en préfecture
086-248600447-20250228-3981-AU
Date de télétransmission : 28/02/2025
Date de réception préfecture : 28/02/2025